

ÉLECTION 2020 : Ce à quoi le président Biden ne touchera pas

24 novembre 2020 Par Danny Sjursen, Tom's Dispatch <https://consortiumnews.com/2020/11/24/what-president-biden-wont-touch/>

Danny Sjursen est officier de l'armée américaine à la retraite et rédacteur en chef adjoint de *antiwar.com*. Son travail a été publié entre autres dans le *Los Angeles Times*, *The Nation*, *Huff Post*, *The Hill*, *Salon*, *Truthdig*, *Tom Dispatch*. Il a participé à des missions de combat avec des unités de reconnaissance en Irak et en Afghanistan et a ensuite enseigné l'histoire à son alma mater, *West Point*. Il est l'auteur d'un mémoire et d'une analyse critique de la guerre en Irak, *Les fantômes de Baghdad : Soldats, civils, et le mythe de la surenchère*. Son dernier livre s'intitule *La dissidence patriotique : L'Amérique à l'ère de la guerre sans fin*. Suivez le sur Twitter à l'adresse *@SkepticalVet*. Consultez son site web professionnel pour obtenir ses coordonnées, programmer des discours et/ou accéder à l'ensemble de ses écrits et de ses apparitions dans les médias.



Mai 2017, rouge, blanc et bleu, les avions militaires colorent le ciel lors de la cérémonie de bienvenue du président Donald Trump à l'aéroport international King Khalid, Riyad, Arabie Saoudite. (Maison Blanche, Andrea Hanks)

Étant donné les impérialistes de groupes de réflexion que Biden désigne pour diriger la politique étrangère américaine, Danny Sjursen s'attend à peu de changements dans l'essence de l'état de guerre.

En ce moment déroutant, les sentiments post-électorales de la plupart des Américains peuvent se résumer soit par « Ding dong ! Le sorcier est mort ! » soit par « On nous a volés ! » Les deux sont problématiques, non pas parce que les deux candidats étaient intellectuellement indissociables ou éthiquement équivalents, mais parce que chacun de ces petits sons de cloche est empreint d'une hypothèse très discutable : soit la défaite du président Donald Trump apporterait une libération déterminante, soit ce serait un désastre total.

Si, dans certains domaines, sa capacité à causer des dommages désastreux a effectivement permis de confirmer une telle thèse – les relations raciales, le changement climatique et les tribunaux viennent à l'esprit – dans d'autres, elle s'est révélée (pour utiliser une expression dangereuse) excessive. Cela n'a été nulle part plus vrai que concernant la vision expéditionnaire du militarisme américain, ses guerres éternelles de ce siècle et le système vénal qui continue de l'alimenter.

Pendant près de deux ans, nous avons été conduits, Nous le peuple, à croire que les élections de 2020 allaient tout

changer, et que le 3 novembre serait le jour ultime du jugement de la démocratie. Et si, cependant, en matière de guerre, de paix et d'empire, la « Décision 2020 » s'avérait être à peine perceptible ?

Après tout, au cours de la campagne électorale qui vient de se terminer, que ce soit la rhétorique profonde de Donald Trump sur la guerre et la paix ou la façon de se couvrir de Joe Biden, aucun des deux aspirants au code nucléaire ne s'est donné la peine d'aborder les questions les plus gênantes sur le rôle mondial unique et intrusif de l'Amérique. Ni l'un ni l'autre n'ont osé s'écarter de la rhétorique habituelle sur la posture et la politique de l'Amérique « là-bas », ni contester le principe de l'état de guerre, vache sacrée s'il en est.



Débat lors des élections présidentielles américaines, le 29 septembre 2020.

L'aspect sacré de ce bovin a conduit à instaurer des politiques permanentes qui semblent incontestables : le droit et le devoir qu'a l'Oncle Sam de déployer des troupes à peu près partout sur la planète; de transformer le globe en garnison; de procéder à des assassinats par drones et d'appliquer unilatéralement des sanctions menant à la famine.

De même, les structures systémiques qui mettent en œuvre et encouragent ces comportements d'état voyou ne sont jamais remises en question, en particulier l'existence d'un complexe militaro-industriel tentaculaire qui a infiltré tous les aspects de la vie publique, tout en volant de l'argent qui aurait pu améliorer les infrastructures ou le bien-être aux États-Unis. Il s'est engraisé aux dépens du contribuable, tout en bradant l'argent du sang américain – et le sang – dans des aventures étrangères absurdes et des alliés autocrates, alors même qu'il a corrompu presque tous les principaux payeurs publics et les décideurs politiques.

Durant cette saison électorale, pas plus les démocrates que les républicains n'ont remis en cause les composantes culturelles justifiant le grand jeu, ce qui prouve une chose : voyez les gars, les empires rentrent au pays, même si les armées semblent ne jamais être concernées.

Les gens qu'il fréquente

À l'approche de l'élection, il est devenu impoli de jouer le canari dans la mine de charbon du militarisme américain ou de risquer de montrer du doigt le bilan – ou les perspectives probables – de Biden sur des sujets mineurs comme la guerre et la paix. Après tout, son adversaire était un monstre, aussi le fait de remarquer les trous dans le gruyère de Biden constituait-il vraisemblablement une idiotie utile – sinon une sinistre collusion – lorsqu'il s'agissait de la réélection de Trump. Cela aurait été l'assurance infaillible de rater des opportunités professionnelles et de se retrouver définitivement banni des cocktails les plus cools de la Beltway [autoroute inter-états américaine qui entoure Washington et ses banlieues du Maryland et de Virginie, NdT] ou des interviews sur les chaînes du câble.

George Orwell a mis en garde contre les dangers d'une telle « lâcheté intellectuelle » il y a plus de 70 ans dans une préface qu'il a proposée pour son roman classique *La ferme des animaux*. « À tout moment, écrivait-il, il y a une orthodoxie ... tous les gens bien pensants l'accepteront sans poser de questions. Il n'est pas vraiment interdit de dire ceci,

cela ou autre chose mais « ça ne se fait pas » ... Quiconque conteste l'orthodoxie dominante se trouve réduit au silence avec une efficacité surprenante. »

Et c'est précisément ce contre quoi le parangon progressiste Cornel West a mis en garde il y a sept mois, après que son candidat, le sénateur Bernie Sanders – brièvement leader démocrate – se soit soudain révélé comme candidat moribond tenant à peine debout. « Votez pour Biden, mais ne mentez pas sur ce qu'il est vraiment », a précisé le courageux érudit. Il semble que juste assez d'américains aient suivi le premier conseil (Pff !), mais les grands médias et les consommateurs ont pour la plupart oublié la seconde partie pourtant essentielle de son propos.



Cornel West s'exprimant lors d'un événement de campagne privé en faveur du sénateur Bernie Sanders à Des Moines, Iowa, le 15 janvier 2020. (Gage Skidmore, Flickr, CC BY-SA 2.0)

Le résultat des élections étant maintenant manifeste – même s'il n'est pas encore accepté dans le monde de Trump – peut-être que cette politesse (et le maintien de l'ordre qui l'accompagne) s'estompera, ce qui inaugurerait une renaissance du quatrième pouvoir en tant que diseur de vérité d'opposition. De cette façon – du moins j'en rêve – des progressistes toujours aussi enthousiastes pourraient diriger le président Joe Biden vers des pistes alternatives, peut-être même obtenir quelques nominations au sein d'un exécutif qui dirige désormais la politique étrangère (même si, pour être honnête, je n'ai guère d'espoir sur ces deux points). Un regard sur les neveux et nièces de l'oncle Joe me rappelle la fameuse morale d'Ésope : « On vous juge sur les gens que vous fréquentez. »

Les impérialistes des think-tank

Une chose est déjà bien trop limpide : l'équipe fictive [gouvernement parallèle au gouvernement officiel qui reprend la même formation en attendant de pouvoir être en place NdT] de sécurité nationale de transition de Biden sera une escouade de statu quo particulière. Pour savoir vers quoi les futurs décideurs politiques pourraient se diriger, il est toujours utile de savoir d'où ils viennent. Et en ce qui concerne l'équipe de politique étrangère de Biden, qui comprend un nombre impressionnant de femmes et un bon nombre de rechapés de l'administration Obama et de la campagne Clinton 2016, pendant la période Trump, ces gens se sont mis en position d'attente dans le monde connecté du conseil en stratégie et dans des groupes de réflexion bellicistes de type « faucons ».

En fait, la biographie de sécurité nationale de l'archétype du frère (ou de la sœur) de Biden se présenterait comme suit : elle (il) est issu d'une école de l'Ivy League [L'Ivy League est un groupe de huit universités privées du Nord-Est des États-Unis. Elles sont parmi les universités les plus anciennes et les plus prestigieuses du pays, NdT] est devenu membre du personnel du Congrès, a été nommé à un rôle de niveau intermédiaire au sein du conseil de sécurité nationale de Barack

Obama, a été consultant pour WestExec Advisors (une société d'anciens élèves fondée par Obama et mettant en relation les entreprises technologiques et le ministère de la Défense), a été boursier au Center for New American Security (CNAS) (Center for a New American Security), a eu des liens avec des entrepreneurs de la défense et a épousé quelqu'un qui joue également dans la partie.

Cela aide aussi de suivre la filière de l'argent. En d'autres termes, comment la clique de Biden a-t-elle réussi, et qui paie les entreprises, qui les ont payés pendant les années Trump ? Rien de tout cela n'est un secret : les deux contributeurs habituels de leurs groupes de réflexion – le CNAS et le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS) – sont respectivement les deuxième et sixième bénéficiaires en importance des financements du gouvernement américain et des entrepreneurs de la défense. Les principaux donateurs du CNAS sont Northrop Grumman, Boeing et le ministère de la Défense. La plus grande partie des largesses du CSIS proviennent de Northrop Grumman, Lockheed Martin, Boeing et Raytheon. [dans le texte, les acronymes correspondent aux intitulés en anglais, NdT]



[HOME](#) [WHO WE ARE](#) [WHAT WE DO](#) [OUR OFFERINGS](#) [STRATEGIC PARTNERS](#) [PRESS](#) [CONTACT](#)



Michèle Flournoy, à droite, sur la page d'accueil de WestExec Advisors.

Il paraît difficile de dissimuler les inévitables conflits d'intérêts mieux que cela n'est fait. Pour ne prendre qu'un exemple, en 2016, Michèle Flournoy, co-fondatrice du CNAS, ancienne fonctionnaire du Pentagone et « favorite » pour devenir secrétaire à la Défense de Biden, a échangé des courriels avec l'ambassadeur des Émirats arabes unis (EAU) à Washington. Elle a exposé un projet selon lequel les analystes du CNAS, eh bien, étudieraient l'éventualité que Washington maintiennent des restrictions sur les ventes de drones dans le cadre d'un accord multilatéral non contraignant de « contrôle de la technologie des missiles ». Le gouvernement autocratique des EAU a alors payé la CNAS pour un montant de 250 000 dollars afin d'obtenir un rapport qui (et ce ne sera pas une surprise) proposerait un amendement modifiant l'accord afin de lui permettre d'acheter des drones de fabrication américaine.

Et c'est là exactement ce que les prétendus adversaires de Flournoy et compagnie au sein de l'administration Trump ont fait en juillet dernier. Une fois de plus, ce n'est pas une surprise. Les drones américains ont apparemment une certaine tendance à finir entre les mains des théocraties du Golfe – des États qui ont des antécédents abominables en matière de Droits humains et qui utilisent ces avions pour surveiller et bombarder sauvagement les civils yéménites.

Si prétendre qu'une future secrétaire à la défense qui serait Flournoy serait la créature des EAU à Washington, c'est aller trop loin, il faut du moins se poser la question. Pire encore, avec les liens qu'elle entretient avec ces groupes de réflexion, sociétés de conseil en sécurité et industries de la défense, elle est loin d'être la seule parmi les principaux candidats tant potentiels que nommés de Biden. Il suffit de considérer quelques autres curriculum vitae abrégés :

Tony Blinken, [nommé secrétaire d'État lundi], conseiller de longue date en politique étrangère, sera le secrétaire d'État et le principal conseiller en matière de sécurité nationale : SCRS, WestExec (qu'il a cofondé avec Flournoy) et analyste de CNN.

Jake Sullivan [nommé lundi conseiller à la Sécurité nationale] : la Carnegie Endowment for International Peace (« la paix », dans ce cas, étant financée par 10 agences militaires et entrepreneurs de défense) et Macro Advisory Partners, une société de conseil stratégique dirigée par d'anciens chefs espions britanniques.

Avril Haines [nommée directrice du Renseignement national lundi] : CNAS – la Brookings Institution ; WestExec ; et Palantir Technologies, une société d'exploration de données controversée, financée par la CIA et liée à la NSA.



Tony Blinken, à gauche, avec le président Barack Obama, sur la page d'accueil de WestExec Advisors.

Kathleen Hicks, probable secrétaire adjointe à la Défense : le CSIS et l'Aerospace Corporation, un centre de recherche et de développement financé par le gouvernement fédéral qui fait du lobbying sur les questions de défense.

Une remarque complémentaire concernant Hicks : elle est à la tête de l'équipe de transition du ministère de la Défense de Biden et également vice-présidente senior du CSIS. Elle y anime le podcast « Defense 2020 » du groupe de réflexion. Au cas où quelqu'un se demanderait encore qui beurre le pain du CSIS, voici l'introduction de Hicks pour chaque émission : « Ce podcast est rendu possible grâce aux contributions de BAE Systems, Lockheed Martin, Northrop Grumman et du groupe Thales. »

En d'autres termes, compte tenu de ce que nous savons déjà des politiques antérieures de Joe Biden, qui ont été menées avec beaucoup de conviction et qui ont été considérées comme « équilibrées » dans notre pays, qui est loin de faire les choses à moitié, les expériences et les affiliations de son « équipe A » ne sont pas de bon augure pour ceux qui cherchent à changer le système. Souvenez-vous, nous avons là un président élu qui a assuré aux riches donateurs que « rien ne changerait fondamentalement » s'il était élu. S'il devait effectivement accueillir dans son équipe de sécurité nationale une telle cohorte de gens en proie à des conflits d'intérêts, on pourrait considérer que les vaches sacrées de la politique étrangère américaine sont pratiquement sauvées.

L'équipe de Biden se prépare à prendre ses fonctions pour, semble-t-il, redresser le Titanic, et non pour faire des vagues.

Un changement de paradigme est hors de question

Dans ce contexte, réfléchissez avec moi à ce qui ne figurera pas au prochain menu présidentiel lorsqu'il s'agira de la militarisation de la politique étrangère américaine.

Ne vous attendez pas à des changements majeurs lorsqu'il s'agit de garantir :

- Un soutien unilatéral à Israël qui permet une oppression palestinienne permanente et fomenté une colère implacable dans tout le Grand Moyen-Orient. Tony Blinken l'a exprimé ainsi : en tant que président, Joe Biden « ne souhaite pas lier l'assistance militaire à Israël à des choses comme l'annexion [de la totalité ou de grandes parties de la Cisjordanie occupée] ou à d'autres décisions du gouvernement israélien avec lesquelles nous pourrions être en désaccord ».
- Un soutien sans réserve aux diverses autocraties et théocraties des États du Golfe qui, en étant cyniquement de connivence avec Israël, ne feront qu'accroître les tensions avec l'Iran et faciliteront des crimes de guerre encore plus atroces au Yémen. Au-delà des liens professionnels de Michèle Flournoy avec les Émirats arabes unis, les royaumes du Golfe financent généreusement justement ces groupes de réflexion peuplés de tant d'éventuels candidats à l'équipe Biden. L'Arabie Saoudite, par exemple, fait des dons annuels à la Brookings and the Rand Corporation ; les EAU, un million de dollars pour un nouveau bâtiment du CSIS ; et le Qatar, 14,8 millions de dollars à la Brookings.
- Le dispositif militaire expéditionnaire américain, sans précédent dans l'histoire et provocateur à l'échelle mondiale, qui comprend au moins 800 bases dans 80 pays, semble ne devoir être modifié qu'à la marge. Comme

l'a dit Jake Sullivan dans une interview accordée au CSIS en juin : « Je ne plaide pas pour sortir de toutes les bases du Moyen-Orient. Il y a une dimension de posture militaire à cela, comme une empreinte réduite. »



Le président Barack Obama rencontre son équipe de la Sécurité nationale, le 25 avril 2011. Michèle Flournoy, en tant que Sous-secrétaire à la politique de défense, est à la droite du président, assise contre le mur (Maison Blanche, Flickr, Pete Souza)

Au delà de tout cela, il est évident que la clique de Biden n'a aucune envie de ralentir, encore moins d'arrêter, la « porte tambour » qui fait le lien entre le travail de sécurité nationale au sein du gouvernement et les emplois ou les postes de consultants en sécurité dans l'industrie de la défense. Il en va de même pour les groupes de réflexion que les producteurs d'armes financent largement pour justifier tout ce cirque.

Dans un tel contexte, vous pouvez être sûr d'une chose : la militarisation de la société américaine et la fétichisation des soldats américains pour « services rendus » continueront à prospérer, preuve en est la façon dont Biden clôt désormais pratiquement tous ses discours de la période A par « Que Dieu protège nos troupes. »

Tout cela donne un portrait plutôt décourageant de la future administration d'un vieil homme. Néanmoins, considérez que c'est une version d'une vérité annoncée. Joe et compagnie continueront probablement à être ce qu'ils ont toujours été et ce qu'ils continuent à dire qu'ils sont. Après tout, les présidences transformatrices et les volte-faces inattendues sont des phénomènes historiquement rares. Attendre la lune venant d'un homme qui offre surtout des MoonPies [confiserie populaire, NdT] est presque s'assurer d'être déçus.

Obama encore ou en pire ?

Ne vous méprenez pas : une présidence Biden laissera certainement une certaine marge de manœuvre à la lisière de la stratégie de sécurité nationale. Pensez aux traités nucléaires avec les Russes (que l'administration Trump avait systématiquement déchirés) et au possible dégel d'au moins une partie des tensions avec Téhéran.

Même les plus cyniques d'entre nous ne devraient pas non plus sous-estimer l'importance d'avoir un président qui accepte pleinement la réalité du changement climatique et la priorité de passer à des sources d'énergie alternatives aussi vite que possible. L'affirmation audacieuse de Noam Chomsky selon laquelle l'espèce humaine ne pourrait pas survivre à un deuxième mandat de Trump, en raison de la catastrophe environnementale, de l'ingéniosité nucléaire et de la négligence pandémique que celui-ci représente, était tout sauf une hyperbole. Pourtant, il ne faut pas oublier qu'il a

également été très clair sur la nécessité « qu'une société civile organisée » exige le changement et « fasse pression » sur la nouvelle administration au moment de l'investiture du nouveau président.



Tony Blinken, à droite, en tant que conseiller adjoint à la Sécurité nationale, avec le président Barack Obama, le 19 septembre 2014. (Maison Blanche, Pete Souza)

Cependant, dans les années Biden à venir, il existe également un danger que les démocrates investis de pouvoirs au sein d'une présidence impériale (en matière de politique étrangère) ne déclenchent une nouvelle guerre froide sur deux fronts avec la Chine et la Russie. Et l'inquiétude demeure, l'ascension d'un empereur plus distingué ne va-t-elle pas rallier - ou du moins étouffer - un mouvement croissant d'anti-Trumpers, qui compte les vétérans des guerres sans fin de ce pays qui se parent de plus en plus de vêtements anti-guerre.

Ce qui semble certain, c'est que, comme toujours, le salut ne viendra pas d'en haut. Ne comptez pas sur le statu quo de Joe pour abattre les vaches sacrées de la politique étrangère de Washington ou sur son équipe de sécurité nationale pour renverser les veaux d'or de l'empire américain. En fait, l'industrie de la défense semble optimiste à l'égard de Biden. Comme l'a récemment déclaré le PDG de Raytheon, Gregory Hayes, « Il est évident que l'on craint que les dépenses de défense ne diminuent considérablement s'il y a une administration Biden, mais franchement, je pense que c'est ridicule. » Ou encore le général à la retraite des marines Arnold Punaro, devenu consultant en défense, qui a récemment déclaré à propos du prochain mandat de Biden : « Je pense que l'industrie aura, en matière de sécurité nationale, un point de vue très positif. »

Étant donné que le statu quo va se poursuivre pendant les années Biden, peut-être est-il temps de suivre le conseil de Cornel West, prendre conscience de la vérité sur la future équipe de sécurité nationale de Biden et agir en conséquence. Il n'y a pas de salut venu d'en haut à l'ordre du jour – en tout cas pas venant de Joe ou de son équipe de parfaits initiés. La pression et le changement viendront de la base, ou ne viendront pas du tout.